



DIRECTION GÉNÉRALE
DIRECTION DES ACHATS
Pôle International

**Appel d'offres ouvert (AOO) : n°2026-0187/EdA/DA
International du 25/02/2026**

*Prestation de vérification des commandes de l'Économat des
Armées*

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

Annexe 1 : RGPD

Sommaire

PARTIE I – DISPOSITIONS GENERALES	4
ARTICLE 1 – OBJET.....	4
ARTICLE 2 –LIEUX D’EXÉCUTION.....	4
ARTICLE 3 – DUREE	4
ARTICLE 4 – DOCUMENTS REGIS	5
4.1 Pièces contractuelles	5
4.2 Priorité des pièces	5
4.3 Responsabilité	5
4.4 Assurances	5
ARTICLE 5 – NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS	6
ARTICLE 6 – CLAUSE DE RÉEXAMEN.....	6
ARTICLE 7 – MODIFICATION DU CONTRAT	6
ARTICLE 8 – MARCHE COMPLEMENTAIRE.....	7
ARTICLE 9 – CESSION DU CONTRAT	7
PARTIE II – OBLIGATION DES PARTIES.....	7
ARTICLE 10 – PROTECTION DE LA MAIN D’ŒUVRE	8
ARTICLE 11 – PROTECTION DE L’ENVIRONNEMENT ET DÉVELOPPEMENT DURABLE	8
PARTIE III – PRIX	9
ARTICLE 12 – CONTENU DES PRIX	9
PARTIE IV – SOUS TRAITANCE.....	9
ARTICLE 13 – SOUS TRAITANCE.....	9
PARTIE V – EVALUATION DES PRESTATIONS.....	9
ARTICLE 14 – EVALUATION DES PRESTATIONS.....	9
14.1 Opération de vérification (dérogation à l’article 28 du CCAG/PI).....	10
14.2 Admission des prestations (article 29.1 du CCAG/PI)	10
14.3 Ajournement des prestations (article 29.2 du CCAG/PI).....	10
14.4 Réception avec réfaction (article 29.3 du CCAG/PI).....	10
14.5 Rejet des prestations (article 29.4 du CCAG/PI)	10
PARTIE VII – MODALITÉS FINANCIÈRES	10
ARTICLE 16 – DÉLAI DE PAIEMENT	10
ARTICLE 17 – MODALITÉS DE FACTURATION ET DE RÈGLEMENT	11
ARTICLE 18 – MODALITÉS DE RÈGLEMENT	11
ARTICLE 19 – INTÉRÊTS MORATOIRES	11
PARTIE VIII – SANCTIONS, PENALITES ET RESILIATIONS	12
ARTICLE 21 – SANCTIONS EN CAS DE DEFAILLANCE	12
ARTICLE 22 – PÉNALITÉS	12
22.1 Notification des pénalités.....	12
22.2 Exécution aux frais et risques du titulaire	13

ARTICLE 23 – RESILIATION	13
PARTIE IX – CONFIDENTIALITÉ	14
ARTICLE 24– NON DIVULGATION DES INFORMATIONS CONFIDENTIELLES	14
24.1 Informations confidentielles	14
24.2 Obligation de non-divulgateion	14
ARTICLE 25 – PROTECTION DES INFORMATIONS CLASSIFIÉES RELEVANT DU SECRET DE LA DÉFENSE NATIONALE	15
ARTICLE 26 – RÈGLEMENT GÉNÉRAL SUR LA PROTECTION DES DONNÉES	15
PARTIE X – DISPOSITIONS FINALES	15
ARTICLE 27 – RECOURS LITIGIEUX	15
ARTICLE 28 – DEROGATIONS AUX ARTICLES DU CCAG/PI	16

PARTIE I – DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1 – OBJET

En application des articles L.2125-1 et R.2162-1 à R.2162.6 du code de la commande publique, cet accord-cadre prend la forme d'un accord-cadre global multi attributaires exécuté par marchés subséquents dans les conditions fixées aux articles R2162-7 à R2162-12 du même code. Il a pour objet la prestation de vérification des commandes de l'Économat des Armées (EdA) au profit des clients de l'EdA.

Cet accord cadre est non alloti (relevant d'un même besoin de prestations indissociable) et se présente comme suit :

Intitulé	Montant estimatif annuel en € HT	Montant estimatif sur période d'exécution contractuelle de quatre (4) ans	Montant maximum période d'exécution contractuelle de quatre (4) ans
Vérification des commandes de l'Économat des Armées	50 000 €	200 000 €	1 000 000 €

ARTICLE 2 –LIEUX D'EXÉCUTION

Le pouvoir adjudicateur est l'Économat des Armées (EdA).

Établissement public à caractère commercial, l'EdA est une centrale d'achat et un prestataire de services dédié au soutien des forces armées et des formations administratives du ministère des Armées (MINARM).

L'établissement constitue un opérateur de référence de la politique gouvernementale d'externalisation visant à recentrer les structures ministérielles et les armées vers leurs cœurs de métier.

Les cœurs de métier de l'EdA sont l'approvisionnement des forces en denrées alimentaires et matériels, la restauration collective et privée, la gestion de libres services et de centres de loisirs, ainsi que la fourniture de prestations de service externalisées, dans les domaines de la téléphonie, de la restauration et de la logistique notamment, en France et à l'étranger.

L'établissement dispose de structures dispersées sur des sites à l'étranger où sont positionnées les forces françaises et en Outre-Mer.

Ainsi, les prestations objets du marché doivent s'exécuter sans limite géographique particulière. Par conséquence, le(s) titulaire(s) des marchés peut (peuvent) être amené(s) à exécuter dans le monde entier.

ARTICLE 3 – DUREE

L'accord-cadre à bons de commande prend effet à compter de sa notification pour une période initiale ferme de douze (12) mois. Cette date constitue la date anniversaire de l'accord-cadre à bons de commande.

L'accord-cadre à bons de commande est tacitement reconductible trois (3) fois douze (12) mois, soit une période d'exécution contractuelle de quarante- huit (48) mois.

En application de l'article R.2112-4 du code de la commande publique, le titulaire ne peut refuser la reconduction.

En cas de non reconduction, le pouvoir adjudicateur en informe le fournisseurs sélectionné (au mail indiqué dans l'acte d'engagement) deux (2) mois avant la date de fin de la période concernée.

ARTICLE 4 – DOCUMENTS REGIS

La pièce générale régissant cet accord-cadre avec marchés subséquents est :

- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux Prestations Intellectuelles (CCAG/PI) passées au nom de l'État (arrêté du 30 mars 2021) dans sa version la plus récente, sauf dérogations mentionnées et le Code de la commande publique.

Ainsi, les conditions générales de vente du titulaire ne sont pas applicables sur les éléments sur lesquels elles viennent en contradiction lorsqu'elles prescrivent des règles contraires aux principes du droit public en général et des marchés publics en particulier et avec les différents documents contractuels du marché.

4.1 Pièces contractuelles

L'accord-cadre à marchés subséquents, constitué des documents contractuels définis à l'article 4.2, exprime l'intégralité des obligations contractuelles des parties. Les éventuelles modifications sont faites par écrit.

Les dispositions de l'accord-cadre à marchés subséquents prévalent sur celles qui figurent dans les documents de réponse, lettres ou autres documents échangés entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire préalablement à la signature de l'accord-cadre à bons de commande.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne peut s'intégrer à l'accord-cadre à marchés subséquents.

Il en est ainsi, sans que cette liste soit exhaustive, des conditions figurant sur les factures, le catalogue, les documents commerciaux pour les produits concernés par l'accord-cadre à marchés subséquents visé.

4.2 Priorité des pièces

L'accord-cadre est régi par les pièces énumérées ci-après.

Par ordre de priorité décroissante (notamment dans le cas où certains documents se contrediraient), les pièces spécifiques de l'accord-cadre à marchés subséquents sont :

- 1°) l'acte d'engagement (AE) et ses cinq (5) annexes ;
- 2°) le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et son annexe ;
- 3°) les attendus techniques ;
- 4°) CCAG/PI selon la prestation

4.3 Responsabilité

Dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire est responsable de toute perte ou dommage matériel ou immatériel, direct et indirect, naturel ou immédiat, ainsi que de tout décès ou dommage corporel, résultant de sa faute, erreur, négligence, omission ou inaction, qu'elle soit de bonne ou de mauvaise foi.

Le titulaire de l'accord-cadre doit, sauf si et dans la mesure où le marché en dispose autrement, indemniser l'EdA de toutes les pertes et réclamations relatives notamment :

- au décès ou les blessures de toute personne, ou ;
- à la perte ou l'endommagement de tout bien.

qui pourraient résulter de l'exécution et de l'achèvement des prestations.

4.4 Assurances

Le titulaire dispose d'une assurance couvrant ses risques d'exploitation pendant toute la durée de l'accord-cadre avec marchés subséquents. L'assurance doit couvrir les conséquences pécuniaires de responsabilité civile qu'il encourt vis-à-vis des tiers et du pouvoir adjudicateur en cas d'accident, et de tous dommages causés à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre avec marchés subséquents.

Le titulaire est tenu de produire une attestation de cette assurance avant tout début d'exécution de l'accord cadre : cette attestation doit indiquer le type de garantie, les montants, la nature des risques et sa période de validité. À défaut de production, dans le délai imparti, l'accord-cadre avec marchés subséquents concerné peut être résilié aux torts exclusifs du titulaire, sans mise en demeure supplémentaire ni indemnités.

Les dommages de toute nature, causés au personnel ou aux biens du bénéficiaire par le titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature, causés au personnel ou aux biens du titulaire par le pouvoir adjudicateur, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 5 – NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS

Tous les documents destinés au titulaire, et relatif à cette consultation, sont adressés aux coordonnées figurant à l'acte d'engagement.

En cas d'éléments modificatifs, le titulaire devra avertir l'EdA par tout moyen permettant de donner date certaine à la réception de l'information.

ARTICLE 6 – CLAUSE DE RÉEXAMEN

Conformément aux articles R2194-1 à R2194-10 du code de la commande publique, le présent accord-cadre peut être modifié si des prestations de services supplémentaires sont rendues nécessaires à l'exécution du marché concerné. Toutefois, il est entendu que ces ajouts ne peuvent avoir pour effet de changer la nature globale du marché.

Le présent marché peut donc être modifié en cours d'exécution dans l'un des cas suivants :

- l'intégration de prestations nouvelles nécessaires à l'objet du présent marché ;
- la cession du contrat au profit d'un nouveau titulaire dans le cadre d'une restructuration de l'entreprise titulaire (fusion, acquisition, absorption) à condition que cette modification n'entraîne aucune modification substantielle du contrat et que l'opérateur économique présenté remplisse les critères de sélection initiaux ;
- la modification des conditions d'exécution en raison de circonstances imprévues lors de la contractualisation (nécessité de suspendre l'exécution du marché ou d'en prolonger l'exécution au prorata de l'interruption) ;
- la modification des modalités d'ajustement des prix notamment la périodicité, type d'indice de référence ou autre mode de calcul de prix dans le cas d'un contexte exceptionnel ;
- l'augmentation du montant maximum de 25% pour la durée restante à couvrir de l'accord-cadre (durée ferme + reconductions) lorsque le montant cumulé des commandes sur les deux premières années de la durée de l'accord-cadre à bons de commande est supérieur à 50% du montant maximum global de l'accord-cadre
- l'évolution des quantités ou des modalités d'exécution dues à une évolution significative du contexte d'exécution
- l'ajustement des coûts de la prestation, en raison de paramètres non prévisibles à la date de contractualisation
- la reprise de l'exécution du marché par un mandataire qualifié de l'EdA.

Cette clause de réexamen fait l'objet d'une décision écrite du pouvoir adjudicateur après concertation avec le titulaire et est notifiée par courrier recommandé avec accusé de réception ou tout autre moyen permettant d'attester sa bonne réception, au titulaire de l'accord-cadre concerné.

ARTICLE 7 – MODIFICATION DU CONTRAT

Conformément à l'article 3.4.2 du CCAG/PI, toute modification intervenant au sein de la société pendant la durée de l'accord-cadre doit être impérativement notifiée au pouvoir adjudicateur par lettre recommandée avec accusé de réception. Sans que cette liste ne soit exhaustive, elle peut concerner :

- la personne ayant le pouvoir d'engager la société ;

- la forme de l'entreprise ;
- la raison sociale ou dénomination ;
- le siège social (l'adresse) ;
- le capital de l'entreprise ;
- le numéro de compte bancaire à créditer ;
- de façon générale, toutes les modifications importantes sur le fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le bon déroulement de l'accord-cadre à bons de commande.

Un acte de modification, peut être établi afin de prendre en compte les modifications susmentionnées. Par ailleurs, l'accord-cadre à peut être reconsidéré, sous réserve de l'accord préalable des parties, pour prendre en compte des modifications non substantielles, quel qu'en soit leur montant. L'accord-cadre ne peut être modifié que sur accord des parties. Toute modification unilatérale ou par des autorités non compétentes est réputée nulle. Il peut être modifié sur demande de l'une des parties lorsque les circonstances ou des éléments nouveaux rendent son évolution nécessaire, dès lors que ceux-ci ne bouleversent pas les conditions initiales de l'accord- cadre.

Toute modification de l'accord-cadre non substantielle donne lieu, selon sa nature, à l'élaboration d'un acte de modification soumis à l'approbation des parties. Néanmoins, en cas d'accord des parties concernant des modifications mineures (notamment sans incidence financière), les modifications peuvent être formalisées par ordre de service (OS), notifié par le pouvoir adjudicateur au titulaire.

ARTICLE 8 – MARCHE COMPLEMENTAIRE

Conformément à l'article R 2122-7 du Code de la Commande Publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de passer un ou des prestations similaires sans publicité ni mise en concurrence préalables.

ARTICLE 9 – CESSION DU CONTRAT

Le titulaire peut, sous réserve de l'obtention impérative de l'accord préalable de l'EdA, céder tout ou partie du marché au bénéfice d'un tiers. La cession est entendue comme la reprise pure et simple, par les cessionnaires, de l'ensemble des droits et obligations résultant du précédent contrat.

Cette faculté peut se concrétiser notamment dans les hypothèses suivantes :

- Le titulaire unique d'un marché peut céder le contrat à un autre opérateur économique ;
- Le titulaire unique peut se constituer en groupement conjoint ou solidaire pendant l'exécution du contrat ;
- La composition d'un groupement attributaire peut évoluer pendant l'exécution du contrat ;
- Le groupement attributaire peut se dissoudre et ne plus comporter qu'un seul attributaire ;
- Le groupement attributaire peut céder le contrat à un autre groupement d'opérateurs économiques solidaire ou conjoint.

Cette cession ne peut remettre en cause les éléments essentiels de la mise en concurrence initiale et du contrat lui-même. Afin d'obtenir l'accord préalable de l'EdA, le titulaire doit transmettre en temps utile les éléments nécessaires pour apprécier la validité de ce transfert :

- Tous les éléments et documents nécessaires à l'appréciation des capacités techniques, professionnelles et financières, ainsi qu'à la régularité de la situation fiscale et sociale, du cessionnaire ;
- Le cas échéant, la liste des commandes en cours et la ventilation entre le ou les cédants et le ou les cessionnaires. Cette liste est dûment signée par l'ensemble des parties.

PARTIE II – OBLIGATION DES PARTIES

Le pouvoir adjudicateur s'engage à :

- fournir au titulaire, pour la réalisation des prestations qui lui sont confiées, toutes les informations nécessaires qu'il lui est possible de fournir et qui sont de nature à garantir le succès des prestations ;
- ne pas divulguer d'informations touchant aux prix ou aux conditions d'exécution du titulaire

L'EdA ne met pas de personnels à la disposition du titulaire à temps complet. Cependant, les directions des achats (DA) et international et opérations (DIO) du pouvoir adjudicateur sont présentes et engagées dans l'intégralité de l'exécution des prestations du marché ;

Le titulaire (et ses éventuels sous-traitants) s'engage durant toute la durée du marché à :

- exécuter l'ensemble des prestations attendues, dans leur intégralité, de manière soignée, avec compétence et de manière continue conformément à la réglementation en vigueur et aux règles et usages de la profession ;
- respecter les délais et prix indiqués au marché.
- désigner dans son offre, et pour toute la durée du marché, un responsable (interlocuteur unique du pouvoir adjudicateur pour toute question relative à l'exécution du marché) qui suit et coordonne l'action des différents intervenants et le représente face au pouvoir adjudicateur. De cette personne dépend essentiellement la bonne exécution du marché ;
- mettre en œuvre les moyens en personnel nécessaires pour assurer l'exécution des prestations ;
- à connaître toutes les dispositions législatives et réglementaires applicables aux prestations ;
- respecter l'intégralité de la réglementation applicable aux matériels objets du marché,
- se conformer à l'ensemble des dispositions en vigueur ainsi qu'à toutes les évolutions de ladite réglementation
- prendre toutes les mesures utiles pour assurer la sécurité lors de l'exécution du marché ;
- fournir un devoir de conseil et d'alerte envers le pouvoir adjudicateur.

Toute modification, en cours de marché, de la réglementation, de la législation, ou des normes s'applique à compter de sa date d'effet. Le non-respect de cette obligation peut entraîner la résiliation sans indemnité du marché aux torts exclusifs du titulaire.

ARTICLE 10 – PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE

Le pouvoir adjudicateur est engagé dans une politique d'achats plus respectueuse de l'environnement, de la protection de la main d'œuvre et des conditions de travail ; pour ce faire, il implique ses partenaires et prestataires dans cette démarche.

Conformément à l'article 6 du CCAG/PI, les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois, règlements et conventions collectives relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail du pays, où cette main-d'œuvre est employée.

Le titulaire doit être en mesure d'en justifier le respect, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

Conformément à l'article 7 du CCAG/PI, le titulaire veille à ce que ses prestations respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes.

Le titulaire doit être en mesure d'en justifier le respect, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 11 – PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le titulaire :

- o veille à ce que l'exécution de l'accord-cadre à bons de commande dont il est attributaire respecte les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes. Il doit être en mesure de justifier du respect de ces prescriptions en cours d'exécution de l'accord-cadre et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de l'acheteur. A défaut de justifications ou à défaut de respect, l'accord-cadre peut être résilié aux torts du titulaire ;
- o mène globalement une démarche favorable à l'environnement en prenant en compte les différentes étapes du cycle de vie des fournitures (de leur conception à leur fin de vie) tout en garantissant des fournitures de qualité (aptitude à l'usage et durabilité) ;
- o s'il met en œuvre de façon volontaire des techniques et processus intégrant la notion de développement durable dans le cadre de son activité et de l'exécution de l'accord-cadre, il doit être en mesure d'en apporter la preuve ;

Outre la réglementation en vigueur, le titulaire respecte les préconisations suivantes :

- o optimisation des emballages : emballages recyclables, minimisation du suremballage, réduction des déchets d'emballage... ;
- o optimisation des flux logistiques.

PARTIE III – PRIX

ARTICLE 12 – CONTENU DES PRIX

Les tarifs des prestations applicables devront être indiqués dans l'offre du titulaire lors de la mise en concurrence.

Les prix du marché sont fermes, mixtes et exprimés, dans le bordereau de prix unitaire (BPU) annexé à chaque marché subséquent, en euros (€) hors-taxes (HT) et TTC.

Les prix comprennent notamment :

- l'ensemble des exigences décrites dans le présent document ;
- l'ensemble des dépenses et frais nécessaires à la complète et parfaite réalisation des prestations ;
- toutes les charges fiscales, parafiscales, sociales, d'assurance ou autres frappant obligatoirement les prestations, les marges pour risques et les marges pour bénéficiaires ;
- le personnel nécessaire à l'exécution des prestations ainsi que toutes les indemnités liées aux conditions de travail
- tous les autres frais

Durant l'exécution de l'accord-cadre à bons de commande, les prix facturés sont ceux en vigueur au moment de la passation de la commande.

En cas de cotraitance, les prix de l'accord-cadre couvrent les dépenses du mandataire, notamment pour son action de coordination des cotraitants et les mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des cotraitants ainsi que les conséquences de ces défaillances.

Dans le cas où l'accord-cadre mentionne un paiement séparé à chaque cotraitant, les prix afférents à la partie de l'accord-cadre exécutée par un cotraitant sont réputés comprendre les dépenses et marges du cotraitant pour l'exécution de la partie de l'accord-cadre qu'il a à exécuter, y compris éventuellement les charges du mandataire.

En cas de recours à la sous-traitance, les prix de l'accord-cadre sont réputés couvrir les frais de la coordination et du contrôle assurés par le titulaire, ainsi que les conséquences éventuelles des défaillances des entreprises auxquelles il s'est adressé.

PARTIE IV – SOUS TRAITANCE

ARTICLE 13 – SOUS TRAITANCE

En application de l'article 3.6 du CCAG/PI, des articles R2193-1 à R2193-22 du code de la commande publique et conformément à la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance, le titulaire peut sous-traiter une partie de l'exécution de prestations objet du marché, sous réserve de l'acceptation du/des sous-traitant(s) par le pouvoir adjudicateur. La sous-traitance de la totalité du marché est interdite.

PARTIE V – EVALUATION DES PRESTATIONS

ARTICLE 14 – EVALUATION DES PRESTATIONS

L'évaluation de la qualité des livrables est faite contradictoirement par le pouvoir adjudicateur ou son représentant et le titulaire.

14.1 Opération de vérification (dérogation à l'article 28 du CCAG/PI)

Les opérations de vérifications quantitative et qualitative ont pour objet de permettre au pouvoir adjudicateur de contrôler notamment que le titulaire a :

- mis en œuvre les moyens définis dans le marché, conformément aux dispositions contractuelles ;
- réalisé les prestations définies dans le marché, conformément aux dispositions contractuelles.

En l'espèce, les opérations de vérifications consistent à :

- vérifier que le/les livrables demandé(s) a/ont été remis dans les délais ;
- vérifier que la/les prestations a/ont été réalisée(s) dans leur intégralité ;
- vérifier que le contenu du/des livrable(s) correspond aux attentes de l'EdA.

En outre, le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de quinze (15) jours à compter de la date de remise par le titulaire du/des livrable(s) pour procéder aux vérifications requises et notifier sa décision de réception, d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet.

14.2 Admission des prestations (article 29.1 du CCAG/PI)

Le pouvoir adjudicateur ou son représentant prononce l'admission des prestations uniquement si elles correspondent aux dispositions de l'accord-cadre et au contenu du bon de commande. L'admission des prestations est prononcée dans un délai d'un (1) mois et elle déclenche le paiement de ces dernières.

14.3 Ajournement des prestations (article 29.2 du CCAG/PI)

Si la qualité du travail réalisé est jugée insuffisante par le pouvoir adjudicateur ou son représentant, un délai de quinze (15) jours calendaires est accordé au titulaire afin de remédier aux insuffisances constatées et fournir un livrable conforme à l'accord-cadre et au contenu du bon de commande.

Si passé ce délai, le pouvoir adjudicateur juge que les prestations ne sont toujours pas conformes aux besoins et que ces dernières ne permettent pas (ou plus) un ajustement ou une réfaction, il notifie par lettre recommandée avec accusé de réception (LRAR) une décision de rejet. Il applique une pénalité forfaitaire (cf. article 22 du présent CCAP).

14.4 Réception avec réfaction (article 29.3 du CCAG/PI)

Si la qualité du livrable s'avère insuffisante (réserves) eu égard aux conditions prévues au marché mais que ce dernier peut être utilisé en l'état, le pouvoir adjudicateur fait connaître au titulaire son intention de réceptionner le livrable avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées.

L'EdA notifie au titulaire par écrit permettant d'attester de sa bonne réception par le destinataire de la décision de réfaction. Le titulaire dispose du délai indiqué dans cette décision pour présenter ses arguments. Passé ce délai et éventuellement après prise en compte des observations émises, la réfaction, exprimée en pourcentage de la prestation attendue, s'applique.

14.5 Rejet des prestations (article 29.4 du CCAG/PI)

Lorsque le pouvoir adjudicateur juge que les prestations ne sont pas conformes aux besoins et que ces dernières ne permettent pas un ajustement ou une réfaction, il notifie une décision de rejet. Ce rejet donne lieu à des pénalités.

PARTIE VII – MODALITÉS FINANCIÈRES

ARTICLE 16 – DÉLAI DE PAIEMENT

La facture établie par le titulaire est réglée dans un délai ne pouvant excéder trente (30) jours à compter de la date de réception de la facture, sous réserve de l'acceptation des prestations par le pouvoir adjudicateur.

Si les justificatifs présentés par le titulaire du marché subséquent ne sont pas conformes aux modalités prévues par l'article 17 du présent CCAP, le pouvoir adjudicateur en informe par écrit le titulaire.

Le délai de paiement est suspendu dans l'attente de la production par le titulaire d'un dossier conforme.

ARTICLE 17 – MODALITÉS DE FACTURATION ET DE RÈGLEMENT

Conformément aux dispositions de l'article L. 2192-1 et suivants du Code de la commande publique, les factures doivent être transmises sous forme dématérialisée via le portail sécurisé Chorus factures (<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>).

Afin que le traitement des factures soit facilité et optimal pour l'EdA, le titulaire doit impérativement faire apparaître les mentions légales et les indications suivantes, dans chacune de ses factures :

- les nom et adresse du titulaire ;
- le numéro de SIRET du titulaire ;
- le numéro de son compte bancaire, tel qu'il est précisé sur l'acte d'engagement ;
- le code service : (est précisé dans chaque marché subséquent) ;
- les références du marché, numéro et date ;
- le n° de SIRET de l'EdA (542 085 907 00013) ;
- les prestations réceptionnées ou le(s) livrable(s) concerné(s) ;
- les références du bon de livraison ;
- le montant hors taxes ;
- les taux et montant des taxes ;
- le montant total HT et TTC des prestations et/ou livrables réceptionnés ;
- la date de facturation.

📌 **Nota Bene** : si le titulaire ne respecte pas les prescriptions susmentionnées, le traitement des factures ne peut être effectué de façon automatique. De ce fait, le délai de traitement des factures par la Direction Financière et Comptable de l'EdA est allongé et la mise en règlement retardée (ou bien suspendu dans l'attente de la production par le titulaire d'un dossier conforme).

ARTICLE 18 – MODALITÉS DE RÈGLEMENT

Le mode de règlement est le virement bancaire, établi par la direction financière et comptable du pouvoir adjudicateur au profit du compte bancaire indiqué dans l'acte d'engagement. Un seul compte bancaire est accepté.

Toute modification des coordonnées bancaires est portée à la connaissance du pouvoir adjudicateur par le titulaire et est formalisée par la transmission d'un nouveau R.I.B.

ARTICLE 19 – INTÉRÊTS MORATOIRES

À défaut de paiement dans les trente (30) jours maximum suivant la réception de la facture, des intérêts moratoires sont dus au titulaire.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points de pourcentage.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus.

En outre, le bénéficiaire des fournitures n'ayant pas honoré son paiement dans les délais est tenu de régler une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement dont le montant est fixé à quarante (40) euros.

PARTIE VIII – SANCTIONS, PENALITES ET RESILIATIONS

ARTICLE 21 – SANCTIONS EN CAS DE DEFAILLANCE

Les manquements constatés dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre à marchés subséquents sont notifiés au titulaire et peuvent donner lieu à des sanctions listées ci-dessous.

Manquement	Manquement mineur ou premier manquement	Manquement mineur répété Ou manquement majeur	Manquement majeur répété	Manquements listés à l'article 22	Défaillance temporaire du titulaire	Défaillance du titulaire sans issue
Sanction	Avertissement écrit	Rappel obligations contractuelles et plan d'actions	Mise en demeure	Pénalités forfaitaires ou selon formule de calcul	Frais et risques	Résiliation (après mise en demeure)

ARTICLE 22 – PÉNALITÉS

Retard dans la remise du (des) livrable(s)	<p>Lorsque le délai contractuel d'intervention pour lequel le titulaire s'est engagé n'est pas respecté, il peut procéder à une demande de modification de délai qui donne lieu à une décision du pouvoir adjudicateur :</p> <ul style="list-style-type: none"> - si la demande est acceptée, le retard ou l'avance ne donne pas lieu à des pénalités, - si la demande est refusée ou si le titulaire n'a pas prévenu le pouvoir adjudicateur au préalable, il peut encourir une pénalité forfaitaire de 150 € HT. <p>La demande de report de délai doit être effectué 15 jours calendaires avant le début de la nouvelle date d'exécution de prestation prévue.</p>
Non-respect des dispositions des pièces du marché	<p>En cas de non-respect (manquements et/ou violations) des dispositions des pièces du marché, le titulaire peut se voir infliger, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de 200€ HT par non-respect constaté (ex : non-transmission des attestations assurances).</p> <p>Le non-respect d'une obligation du marché est constaté par le pouvoir adjudicateur et notifié par lettre recommandée avec accusé de réception au titulaire défaillant</p>
Rejet du (des) livrable(s)	<p>Si le pouvoir adjudicateur prend une décision d'ajournement pour une prestation/un livrable, il demande au titulaire de réaliser une nouvelle prestation/présenter un nouveau livrable dans des délais fixés par le pouvoir adjudicateur.</p> <p>Si la prestation/le livrable est de nouveau rejeté, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 300 € HT</p>

Toutes les pénalités sont facturées sans mise en demeure préalable soit par note de débit, soit par demande d'avoir, soit par facturation.

Elles sont déduites automatiquement du compte du titulaire nonobstant la clause de résiliation de l'accord-cadre à bons de commande aux torts du titulaire.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG/PI, ces pénalités s'appliquent quel que soit leur montant. Les pénalités peuvent se cumuler dans la limite maximum de 20 % du montant total HT du (des) bon(s) de commande litigieux.

22.1 Notification des pénalités

Le montant des pénalités applicables est notifié par l'acheteur au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception (LRAR) ou par tout autre moyen permettant de donner une date certaine à l'envoi.

Dans le cas où le titulaire souhaite contester la pertinence ou le montant des pénalités, il dispose d'un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la réception de la notification pour transmettre à l'acheteur, par lettre recommandée avec accusé de réception, un courrier précisant le(s) motif(s) de sa contestation, accompagné des justificatifs prouvant la nature infondée des pénalités appliquées.

Passé ce délai, le montant de ces pénalités est réputé accepté sans réserve.

22.2 Exécution aux frais et risques du titulaire

Le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations de fournitures prévues par l'accord-cadre à bons de commande, aux frais et risques du titulaire, soit en cas de mauvaise exécution soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation (absence totale ou partielle de fournitures, fourniture non conforme, etc.) qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard, soit en cas de ruptures prolongées, soit en cas de résiliation de l'accord-cadre prononcée aux torts du titulaire.

Le titulaire de l'accord-cadre à n'est pas admis à prendre part, ni directement, ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre initial et qui seraient nécessaires à l'exécution de cet accord-cadre par le tiers désigné par le pouvoir adjudicateur.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix de l'accord-cadre, résultant de l'exécution des prestations de fournitures aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire.

Des frais administratifs sont facturés dans tous les cas au titulaire défaillant soit 10 % du montant toutes taxes comprises hors TVA des fournitures concernées par l'exécution des frais et risques avec un minimum de perception de 500 euros HT.

ARTICLE 23 – RESILIATION

Il peut être mis fin au présent marché par une décision de résiliation émanant du pouvoir adjudicateur, dans les conditions décrites au chapitre 7 du CCAG/PI.

Les articles 36 à 40 du CCAG/PI régissent les résiliations pour :

- événements extérieurs au marché ;
- événements liés au marché ;
- faute du titulaire ;
- motif d'intérêt général.

En cas de résiliation, les parties sont responsables jusqu'à complète exécution de leur engagement contractuel.

Dans le cas où la résiliation de plein droit est motivée par un cas de force majeure, le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité sauf pour les travaux déjà réalisés à ses frais.

ARTICLE 24– NON DIVULGATION DES INFORMATIONS CONFIDENTIELLES

Le titulaire qui, à l’occasion de l’exécution du marché, a reçu communication ou a eu connaissance, à titre confidentiel, d’informations est tenu de maintenir confidentielles ces informations, sans qu’il soit besoin d’explicitement au coup par coup leur caractère confidentiel par l’apposition des timbres réglementaires ou mentions adéquates.

24.1 Informations confidentielles

On entend par « Informations confidentielles » toutes informations, renseignements, connaissances, documents, données ou objets quelconques de toute nature, notamment intellectuelle, technique, scientifique, contractuelle, financière, économique et/ou commerciale communiqués par l'EdA et/ou son client au titulaire du présent marché spécifique ou portées à la connaissance de celui-ci sous quelque forme que ce soit, par écrit ou par oral, par tout moyen et notamment :

- l’ensemble des éléments du présent marché spécifique et du système d’acquisition dynamique sur le fondement duquel il est conclu ;
- toutes informations couvertes ou non par un droit de propriété intellectuelle, notamment relatives aux plans, logiciels, produits, études, analyses, projets, systèmes, méthodes, processus, savoir-faire, développés par l'EdA et/ou son client ;
- toutes informations économiques, commerciales, sociales, organisationnelles concernant l'EdA et/ou son client ;
- toutes informations relatives aux clients de l’EdA, à la localisation et à la configuration technique des sites à couvrir et plus généralement toutes informations se rapportant aux besoins à satisfaire ;
- toutes informations relatives aux données personnelles des personnels militaires et civils pouvant être communiquées pour satisfaire lesdits besoins, telles que définies par la réglementation française et européenne en vigueur ;
- ainsi que les discussions objet de la présente clause, communiquées par quelque moyen que ce soit sur quelque support que ce soit.

La détermination du caractère confidentiel des informations susmentionnées peut résulter, notamment, de l'apposition de toute mention appropriée de confidentialité sur les documents dans lesquels apparaîtront lesdites informations.

Toutefois, en l’absence de telle mention, les informations échangées oralement ou par des moyens informels seront également considérées comme confidentielles dès lors qu’elles sont, par leur nature ou leur contexte, manifestement sensibles et que leur divulgation est susceptible de porter atteinte aux intérêts de la Partie qui les communique. Il appartient à chaque Partie de faire preuve de discernement et de bonne foi dans l’identification et le traitement de ces informations, en tenant compte des usages professionnels et des circonstances de leur communication.

Ne sont pas considérées comme des informations confidentielles toutes informations pour lesquelles le titulaire d’un marché spécifique peut apporter la preuve :

- qu’elles sont tombées dans le domaine public préalablement à leur divulgation ou après celle-ci, mais dans ce cas, en l’absence de toute faute de sa part ;
- qu’elles lui sont déjà connues ;
- qu’elles ont été reçues d’un tiers de manière licite, sans restrictions, ni violations par ce tiers d’une obligation de confidentialité envers l'EdA et/ou ses clients.

24.2 Obligation de non-divulgation

Le titulaire s'engage à ne pas divulguer, totalement ou partiellement, de manière directe ou indirecte, les « Informations Confidentielles » et à prendre toutes les mesures appropriées pour assurer leur confidentialité. Ces renseignements, documents ou objets ne peuvent, sans autorisation, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître.

Les personnes ayant qualité pour en connaître peuvent, de manière limitative, être :

- un tiers auquel la communication a été autorisée préalablement et par écrit par l'EdA, à condition que ce tiers s'engage à se soumettre aux présentes obligations de non divulgation ;
- le personnel du titulaire ;
- le sous-traitant du titulaire et son personnel.

Le titulaire reste responsable envers l'EdA et son client du respect par ces personnes desdites obligations et se porte fort de leur exécution, qu'importe le titre auquel ces personnes ont reçu communication de ces informations.

Cette communication s'opère uniquement lorsqu'elle s'avère strictement nécessaire à l'exécution du présent marché spécifique.

Le titulaire s'engage notamment :

- à conserver et à traiter ces informations confidentielles en respectant un niveau de protection et de précaution conforme aux règles et usages de sa profession ;
- à n'utiliser les informations confidentielles que dans le cadre de l'exécution du marché spécifique et, d'une manière générale, à ne pas les utiliser au détriment de l'EdA et/ou de son client ;
- à communiquer à l'EdA, le plus rapidement possible, toute requête qu'il aurait reçue d'un tiers demandant la divulgation des informations confidentielles ;
- à détruire les informations confidentielles dès qu'elles ne sont plus nécessaires à l'exécution du marché spécifique et à supprimer immédiatement à la demande de l'EdA tout support sur lesquels elles seraient fixées; le titulaire d'un marché spécifique s'obligeant dans ce dernier cas, à cesser immédiatement toute utilisation des informations confidentielles concernées ;
- à confirmer à l'EdA à première demande et par écrit que les dispositions ci-dessus sont remplies.

Sans préjudice de son obligation de non divulgation, le titulaire peut transmettre les informations confidentielles dans les cas suivants :

- l'utilisation ou la divulgation des informations confidentielles a été autorisée par écrit par l'EdA;
- le titulaire d'un marché spécifique de bonne foi était en possession desdites informations confidentielles avant la date de communication par l'EdA et/ou son client, ceci pouvant être démontré par l'existence de documents appropriés dans ses dossiers ;
- les informations confidentielles font l'objet d'une requête par une autorité administrative ou judiciaire en vertu d'une loi, d'un décret, d'un règlement ou d'une décision de justice ; mais ce, uniquement pour la partie des informations confidentielles objet de cette obligation ; dans ce cas, le titulaire s'engage à en informer l'EdA préalablement à toute divulgation.

ARTICLE 25 – PROTECTION DES INFORMATIONS CLASSIFIÉES RELEVANT DU SECRET DE LA DÉFENSE NATIONALE

Le cas échéant, l'échange de données et informations « classifiées », au sens de l'Instruction Générale Interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la Défense Nationale (*Secret* et/ou *Très Secret*) ou identifiées « *Diffusion Restreinte* » et « *Spécial France* », s'effectue dans le strict respect des règles en vigueur en France.

ARTICLE 26 – RÈGLEMENT GÉNÉRAL SUR LA PROTECTION DES DONNÉES

Les dispositions relatives au RGPD sont prévues en annexe 1 du présent CCAP.

PARTIE X – DISPOSITIONS FINALES

ARTICLE 27 – RECOURS LITIGIEUX

A défaut de règlement amiable, les éventuels litiges sont régis exclusivement par les lois et règlements français. Le droit applicable est le droit français.

Le tribunal compétent est :

Tribunal Administratif de Montreuil
7, rue Catherine Puig - 93100 MONTREUIL CEDEX
Tél : 01 49 20 20 00

Courriel : greffe.ta-montreuil@juradm.fr URL : <http://montreuil.tribunal-administratif.fr>

ARTICLE 28 – DEROGATIONS AUX ARTICLES DU CCAG/PI

Article du CCAP	Intitulé de l'article	Article(s) du CCAG
Article 14.1	Opération de vérification	Article 28.2
Article 22	Pénalités	Article 14.1